

Texte adoptée par la CA académique du SNES-FSU Grenoble – 13 mars 2025

Montée des périls, crise de la démocratie, marche à la guerre... tous ces titres des manuels d'histoire du Vingtième siècle se retrouvent sous la plume des journalistes pour décrire la situation géopolitique mondiale. En première place, Donald Trump qui emprunte au fascisme des années Vingt et Trente. L'image du « salut romain », qui est une invention fasciste, d'Elon Musk a fait le tour du monde et la nomination à la tête du département de l'efficacité gouvernementale de l'administration Trump résonne avec les premières déclarations d'un Benito Mussolini après sa prise du pouvoir sur les fonctionnaires italiens d'alors. Les élu-es républicain-es n'ont pas eu de postures différentes quand ils firent sortir en les huant les élu-es démocrates lors du discours de Trump du 3 mars dernier, où il déclina sa politique : guerre douanière, reprise du canal de Panama et annexion du Groenland « d'une manière ou d'une autre », « fin de la tyrannie des prétendues politiques de diversité, d'équité et d'inclusion »... Quelques jours avant, le vice-président américain Vance avait sidéré les dirigeant-es européen-nes, confirmant le lâchage de l'Ukraine au profit de la Russie de Poutine et en exposant explicitement ses liens avec les extrêmes droites européennes après les soutiens répétés apportés par le milliardaire et membre de l'administration trumpiste Elon Musk à l'AFD allemande.

La réaction des dirigeant-es européen-nes, et principalement d'Emmanuel Macron, a été à l'inverse de la démocratie et de la défense du droit contre la politique de la force trumpiste. Cinq ans après le Covid, Emmanuel Macron emploie le même vocabulaire belliciste pour se redonner une nouvelle posture internationale et nationale avec de lourdes conséquences budgétaires. Alors que la loi de programmation militaire 2024-2030 consacre 413,3 milliards d'euros aux armées sur sept ans pour porter le budget de la défense à 2 % du PIB (une hausse de 40 % par rapport à la LPM précédente), le budget de la défense devrait atteindre 3 % du PIB pour finalement les mêmes objectifs que la LPM (guerre en Ukraine, compétition entre les puissances, nouveaux champs de conflictualité, nouvelles technologies. Une militarisation de la société et de l'école est en cours, le SNES et la FSU doivent les combattre, sans angélisme dans un contexte international et géopolitique tendu et complexe. Le syndicat, notamment par des formations et journées d'études, doit être un lieu de réflexion sur ces problématiques (pacifisme, antimilitarisme, industrie de l'armement, autodéfense syndicale...). Répondant aux discours de l'extrême-droite, Emmanuel Macron a remis sur le devant de scène la menace du terrorisme, justifiant par là-même les mesures de surveillance électronique portée par le projet de loi contre le narcotrafic. La montée de l'extrême droite et de ses moyens militants, avec des agressions violentes régulières dans la période nous oblige à nous investir dans les luttes antifascistes, tant dans la formation pour connaître l'extrême droite pour la combattre (VISA), que dans l'autodéfense nécessaire à nos luttes sur le terrain. Cela ne pourra se faire efficacement que dans des démarches les plus unitaires possibles, avec tous les alliés de notre camp social.

Pour le SNES-FSU, la situation internationale ne doit pas servir à imposer une politique de défense au détriment des droits sociaux (temps de travail, salaires, retraites, protections sociales) et démocratiques (concentration des pouvoirs, remise en cause de la presse) et au profit des intérêts privés, enrichissant les grands groupes industriels et profiter à une politique de répression, de contrôle des populations. Le SNES et la FSU doivent sensibiliser par tous les moyens sur les enjeux d'un débat démocratique et rappeler leurs demandes de l'application du droit international dans les conflits actuels (Ukraine, Proche-Orient...).

Les positions internationales d'Emmanuel Macron ont de lourdes incidences sur la politique nationale. Alors que le gouvernement semble n'avoir aucun cap, avec un Premier Ministre, empêtré dans l'affaire Bétharram, les Ministres de l'intérieur et de la Justice en campagne pour 2027 déversent des propos haineux, s'attaquent aux immigré-es et promeuvent le tout répressif contre les étranger-es, contre les mineur-es... des politiques violentes d'exclusion qui jettent dans l'extrême

précarité sociale et administrative, un grand nombre de personnes étrangères, quel que soit leur statut, travailleuses et travailleurs avec ou sans titre de séjour, familles, femmes, étudiant·es, mineur·es isolé·es, exilé·es, en demande d'asile ou déboutés. La montée de l'extrême droite mondiale, qui partout où elle arrive au pouvoir s'attaque d'abord aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, rend indispensable la mise en valeur du mouvement féministe intersectionnel, au croisement des oppressions sexistes, racistes, de classe, auquel prennent part le SNES et la FSU.

L'heure est à la riposte et le SNES-FSU appelle à participer massivement aux marches des solidarités dans le cadre de la journée mondiale contre le racisme et le fascisme le samedi 22 mars 2025, dans la poursuite du 8 mars.

Le budget 2025 de l'État a été imposé par 49.3, reprenant en grande partie le projet de la droite sénatoriale. L'austérité imposé conduit à de nouvelles coupes franches dans les moyens dédiés aux services publics, à la rémunération des agents et aux prestations sociales. Alors que les ministères régaliens (police, justice, défense) voient leur enveloppe progresser, les budgets publics sont amputés, particulièrement pour la transition écologique, dans la culture, avec entre autres la diminution de la part collective et de la part individuelle du Pass Culture, la recherche... Pour l'Éducation, le budget est stable, alors qu'il devrait *a minima* augmenter de 1,3 milliards simplement pour compenser la hausse des prix. Les agents publics sont particulièrement touché·es avec le maintien d'une partie des mesures Kasbarian (baisse à 90 % de l'indemnisation de la première partie des arrêts maladies) qui avaient conduit à la forte mobilisation en décembre dernier. Les baisses des dotations des collectivités territoriales impactent fortement nos établissements et aggravent les inégalités sociales. À la rentrée de septembre, les tarifs des transports scolaires augmenteront fortement dans l'académie (jusqu'à 120 euros) et des exonérations seront supprimées, sans que les parents soient informé·es.

Le budget de la Sécurité sociale souffre un sous-financement chronique et la taxe supplémentaire sur les mutuelles va forcément se traduire par des augmentations de cotisations pour les assuré·es.

Le Premier ministre a annoncé la réouverture du chantier retraites tout en pointant la Fonction publique, avec la théorie du « déficit caché », le rapport de la Cour des Comptes le contredit et confirme les éléments issus des travaux du Conseil d'orientation des retraites Il n'y a pas de déficit caché, le système des retraites n'est pas en danger, les retraites de la Fonction publique de l'État sont à l'équilibre. Malgré les chiffres, les attaques contre les actives et actifs continuent. Le président du COR s'est exprimé pour la suppression de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraité·es lors du calcul de leur impôt sur le revenu, suivi par le président du MEDEF, une décision qui serait lourde pour l'ensemble des retraité·es, en particulier les 500 000 les plus modestes. Le même président du COR a ouvert la voie à une augmentation de la durée de cotisation en instrumentalisant la situation internationale, rejoignant de fait les demandes du MEDEF de l'augmentation du temps de travail, des exonérations fiscales pour s'attaquer aux droits sociaux.

Dans l'éducation, les suppressions de postes, les pressions sur les personnels, l'absence de revalorisation dégradent fortement les conditions de travail. Alors que les concours ne font pas le plein, les discours institutionnels sont hors-sols et rien n'est fait pour résoudre la crise d'attractivité structurelle. Au contraire, les effectifs par classe explosent, les tensions sont de plus en plus vives dans les établissements entre les personnels et les directions, avec des conséquences de plus en plus fortes sur la santé des personnels. Les projets de programmes de cycle 3 en français et en mathématiques signent la volonté de transformer radicalement le métier d'enseignant·es. Le calendrier des programmes de langues vivantes dans le second degré est intenable et tout est fait pour passer en force, sans l'avis des personnels. Le SNES-FSU doit s'opposer à ces passages en force. Quant aux chocs des savoirs, plus d'un mois après le vote contre en CSE, les textes réglementaires ne sont toujours pas publiés !

Les luttes menées par le SNES-FSU commencent à payer. Le gouvernement a été forcé, suite à la forte mobilisation de décembre, d'abandonner les 3 jours de carence. Les projets de textes sur le choc des savoirs n'imposent plus les groupes de niveau en 4^e et 3^e. Le ministère a enfin publié le programme ÉVARS après une longue et tenace lutte menée par le SNES et la FSU.

Le SNES et la FSU doivent garder le cap contre les attaques venues de toutes parts.

L'ÉVARS constitue un enjeu important d'émancipation. Pour cela, elle est attaquée par les idéologies réactionnaires et d'extrême droite, relayés par des discours masculinistes. Le SNES-FSU alertera les collègues sur ces attaques et sur l'idéologie réactionnaire qui les porte. Il informera sur l'entrisme de l'extrême droite, sur les recours possibles, et plus largement sur les conséquences néfastes du patriarcat.

Face à la politique de la peur et à l'instrumentalisation de la situation internationale, le SNES-FSU doit mobiliser la profession et plus largement sur les politiques répressives, autoritarismes et antisociales qu'entend mener l'alliance gouvernementale.

Le SNES et la FSU doivent mener une campagne d'ampleur sur la défense de la Fonction publique, les services publics et sur la protection sociale, articulant recrutement, conditions de travail, rémunération et retraites, seuls remparts contre les idées de l'extrême droite.

Le SNES-FSU appelle les retraité-es à participer massivement le 20 mars à la manifestation à Lyon devant l'Agence régionale de Santé avec les autres organisations de retraité-es pour les droits à la santé, l'accès au soin et exiger un autre budget de la Sécurité sociale 2025. Le colloque Santé organisé le 1^{er} avril à Grenoble s'inscrit dans cette dynamique et s'adresse à toutes et tous, actives, actifs et retraité-es.

La CA académique du SNES-FSU de Grenoble impulsera, le 3 avril, des actions dans les établissements et plus largement sur la défense de la Fonction publique et la justice sociale. Elle mandate le SNES-FSU national pour construire une mobilisation la plus large possible intersyndicale pour des actions (conférences de presse, interpellations et courriers aux député-es, sénatrices et sénateurs, ministres, rassemblements, manifestations grèves...). Le 3 avril doit être un point d'étape pour la construction d'une mobilisation d'ampleur pour défendre notre modèle social.

Texte adopté à l'unanimité des 28 présent-es